

**Ville de La Farlède  
Département du Var**

**COMPTE-RENDU  
(Relevé des délibérations)**

**Du CONSEIL MUNICIPAL  
DU 12 DECEMBRE 2016  
A 18 HEURES**

L'an deux mil seize, le douze du mois de décembre, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la commune de LA FARLEDE, régulièrement convoqué, s'est réuni à la mairie, au nombre prescrit par la loi sous la présidence de M. Raymond ABRINES, Maire à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour ci-après :

1- Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 7 octobre 2016

2- Désignation du secrétaire de séance

## **FINANCES**

3- Décision modificative n°3 du budget de la commune 2016

4- Autorisation donnée à Monsieur Le Maire d'engager, liquider et mandater, jusqu'au vote du budget primitif 2017, les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget communal de l'exercice 2016

5- Autorisation donnée à Monsieur Le Maire d'engager, liquider et mandater, jusqu'au vote du budget primitif 2017, les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget du service de l'eau de l'exercice 2016

6- Autorisation donnée à Monsieur Le Maire d'engager, liquider et mandater, jusqu'au vote du budget primitif 2017 les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget du service de l'assainissement de l'exercice 2016

7- Délibération portant garantie partielle pour le remboursement des prêts contractés auprès de la caisse des dépôts et consignations par la société SFHE « société française d'habitations économiques » – opération de construction de 3 logements locatifs sociaux sis rue de la gare

8- Renouvellement de la convention avec le Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles pour la mise en place d'un service de consultations juridiques gratuites

9- Participation au financement d'un séjour organisé par l'association départementale des Pupilles de l'Enseignement Public du Var et Demande de subvention auprès du Conseil Régional

## **OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL**

10- Droits de place : modification de la délibération n°2011/063 du 19 avril 2016

11- Modification de la convention type d'occupation et d'utilisation de locaux communaux par des associations ou autres organismes publics pour la pratique d'activités non commerciales

## **PERSONNEL COMMUNAL**

12- modification du tableau des effectifs (avancement de grade)

13- Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique Territoriale (FIPHFP) : Financement d'appareils auditifs pour un agent municipal

## **INTERCOMMUNALITE**

14- SIVAAD : Autorisation donnée par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire de signer les actes d'engagement de la procédure d'appel d'offres ouvert relative aux Fournitures et Services denrées alimentaires issues de l'agriculture conventionnelle, biologique ou d'un commerce équitable pour la période du 01/01/2017 au 31/12/2018

15- Modification des statuts de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau – mise en conformité avec la loi NOTRE

16- Convention de gestion de la compétence communautaire en matière d'aire d'accueil des gens du voyage

## **FONCIER – URBANISME - AMENAGEMENT**

17- Désaffectation de biens mis à disposition - plateaux d'évolution sportive attenants à la salle omnisports François PANTALACCI de La Farlède

18- Forage des fourniers : demande de déclaration d'utilité publique

19- Acquisition de la parcelle cadastrée section BH 43p, sise le grand vallat.

## **MARCHES PUBLICS**

20- Autorisation de signature du marché public « fourniture et acheminement d'électricité et de gaz naturel pour les bâtiments et équipements de la ville de la Farlède»

- lot 1 : fourniture de gaz naturel « rendu site » pour les bâtiments communaux et

- lot 2 : fourniture et acheminement d'électricité et services associés

21- Autorisation de signature du marché public « prestations d'assurance pour la commune de la Farlède » : lot 1 : responsabilité civile et lot 2 : flotte automobile

## **DIVERS**

22- Dénomination de voie

23- Convention avec la Préfecture du Var pour la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité

24- Décisions du Maire

**Présents** : M. FLOUR, M. PALMIERI, Mme. EXCOFFON-JOLLY, M. PUVEREL, Mme ASTIER-BOUCHET, M. BERTI, Mme OLIVIER, Mme CORPORANDY-VIALLO, Adjoints, Mmes SOUM, AUBOURG, GAMBA, TEOBALD, M. HENRY, Mmes TANGUY, LEBRIS-BRUNEAU, MM. CARDINALI, VEBER, Mme FIORI, MM. BLANC, MONIN, Mme LOUCHE, M.CARDON, Mme FURIC, MM. PRADEILLES, LION Conseillers municipaux

**Avaient donné procuration** :

Madame GERINI à Madame FIORI

Monsieur GENSOLLEN à Monsieur LE MAIRE

Monsieur VERSINI à Madame ASTIER-BOUCHET

### **1-Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 7 octobre 2016**

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 7 octobre 2016.

Le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 7 octobre 2016 est adopté à l'unanimité après quelques observations de Madame FURIC et Madame LOUCHE.

Page 5 concernant la campagne de communication sur les incivilités, Madame FURIC souhaite que la phrase suivante soit ajoutée : « les problèmes d'incivilités ont été soulevés par l'opposition et enfin nous avons été entendus ».

Page 15 concernant le chemin du milieu, Madame LOUCHE précise que les riverains auraient aimé recevoir un petit mot de la part du Maire. Monsieur le Maire suggère que ces derniers le saisissent par écrit et il leur répondra.

Page 16, pour revenir sur une observation de Monsieur PALMIERI, Madame LOUCHE rappelle que si sa maison a été bradée c'est par ce qu'elle est entourée d'immeubles, et qu'on n'a pas toujours le choix du moment où on vend son bien.

### **2 -Désignation du secrétaire de séance**

Monsieur le Maire rappelle que, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est nécessaire de désigner un secrétaire de séance pris dans le sein du Conseil Municipal. Il propose de nommer Monsieur Yves PALMIERI.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

AGREE Monsieur Yves PALMIERI en qualité de secrétaire de séance, fonction qu'il accepte.

Pour : 24

Contre : 0

Abstentions : 5 (Mme LOUCHE, M.CARDON,  
Mme FURIC, M.PRADEILLES, M.LION)

### **3- Décision modificative n°3 du budget de la commune 2016**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2311-1 à 3, L2312-1 à 4 et L2313-1 et suivants,

**Vu** la délibération du Conseil Municipal en date du 07 avril 2016 approuvant le budget primitif de l'exercice en cours,

CONSIDERANT qu'il y a lieu de procéder à des virements de crédits, de chapitre à chapitre en section de fonctionnement et d'investissement,

Monsieur le Maire propose d'adopter la décision modificative n°3 de ce jour au budget de la commune, ci- annexée,

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

AUTORISE Monsieur le Maire à procéder aux mouvements de crédits constituant la Décision Modificative n°3 et détaillés dans le tableau joint en annexe.

DIT que ces mouvements s'équilibrent, en dépense et en recette, en section de fonctionnement et d'investissement.

ADOpte cette décision modificative n°3 affectant le budget 2016 de la Commune,

Pour : 24

Contre : 5 (Mme LOUCHE, M.CARDON,  
Mme FURIC, M.PRADEILLES, M.LION)

Abstentions : 0

# DECISION MODIFICATIVE N°3 (Synthétique)

## COMMUNE

IMPUTATION	LIBELLE	DEPENSES	RECETTES
	<b>SECTION D'INVESTISSEMENT</b>		
	<i>OPERATIONS REELLES</i>		
2182 0202 00197	Renouvellement parc automobile	23 400.00	
020	Dépenses imprévues	-23 400.00	
	<b>TOTAL</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
	<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT</b>		
	<i>OPERATIONS REELLES</i>		
022	Dépenses imprévues	-53 334.00	
73925 01	FPIC	53 334.00	
6574 025	Subventions de fonctionnement aux associations	-3000.00	
6184 0201	Organismes de formation	1 000.00	
60632 0201	Fournitures de petit équipement	2 000.00	
	<b>TOTAL</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>

### 4- Autorisation donnée à Monsieur Le Maire d'engager, liquider et mandater, jusqu'au vote du budget primitif 2017, les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget communal de l'exercice 2016

Monsieur le Maire rappelle que l'article 15 de la loi n°88-13 du 05 janvier 1988 portant sur l'amélioration de la décentralisation permet aux communes, sur autorisation du Conseil Municipal, d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif, dans limite du quart des crédits ouverts au budget communal de l'exercice précédent, non compris les dépenses afférentes au remboursement de la dette.

Il précise que les crédits correspondants seront inscrits au budget lors de son adoption. L'autorisation mentionnée précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour mémoire les crédits de dépenses d'équipement du budget 2016, des virements de crédit et des décisions modificatives s'élèvent au total à 6 623 517.68 €, non compris le chapitre 16.

Sur la base de ce montant, les dépenses d'investissement peuvent ainsi être engagées, liquidées et mandatées dans la limite d'un montant de 1 655 879.00 €.

Il convient donc d'autoriser Monsieur le Maire, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement listées du budget principal, avant le vote du budget primitif 2017, selon le tableau annexé,

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Autorise Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2017, dans limite du quart des crédits ouverts au budget communal de l'exercice précédent, non compris les dépenses afférentes au remboursement de la dette, selon le tableau annexé :

Pour : 24

Contre : 5 (Mme LOUCHE, M.CARDON,  
Mme FURIC, M.PRADEILLES, M.LION)

Abstentions : 0

**5- Autorisation donnée à Monsieur Le Maire d'engager, liquider et mandater, jusqu'au vote du budget primitif 2017, les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget du service de l'eau de l'exercice 2016**

Monsieur le Maire rappelle que l'article 15 de la loi n°88-13 du 05 janvier 1988 portant sur l'amélioration de la décentralisation permet aux communes, sur autorisation du Conseil Municipal, d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif, dans limite du quart des crédits ouverts au budget du service de l'eau de l'exercice précédent, non compris les dépenses afférentes au remboursement de la dette.

Il précise que les crédits correspondants seront inscrits au budget lors de son adoption. L'autorisation mentionnée précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour mémoire les crédits de dépenses d'équipement du budget primitif 2016 s'élèvent au total à 1 816 513.68 €, non compris le chapitre 16. Sur la base de ce montant, les dépenses d'investissement peuvent ainsi être engagées, liquidées et mandatées dans la limite d'un montant de 454 128.00 €.

Il convient donc d'autoriser Monsieur le Maire, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement du budget de l'eau, avant le vote du budget primitif 2017, selon la répartition suivante :

- Chapitre 21 - Nature 21531 : 200 000.00 €
- Chapitre 23 - Nature 2315 : 200 000.00 €
- Chapitre 23 - Nature 2318 : 54 128.00 €

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Autorise Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2017, dans limite du quart des crédits ouverts au budget de l'eau de l'exercice précédent, non compris les dépenses afférentes au remboursement de la dette, selon la répartition suivante :

- Chapitre 21 - Nature 21531 : 200 000.00 €
- Chapitre 23 - Nature 2315 : 200 000.00 €
- Chapitre 23 - Nature 2318 : 54 128.00 €

Pour : 24

Contre : 5 (Mme LOUCHE, M.CARDON,  
Mme FURIC, M.PRADEILLES, M.LION)

Abstentions : 0

**6- Autorisation donnée à Monsieur Le Maire d'engager, liquider et mandater, jusqu'au vote du budget primitif 2017 les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget du service de l'assainissement de l'exercice 2016**

Monsieur le Maire rappelle que l'article 15 de la loi n°88-13 du 05 janvier 1988 portant sur l'amélioration de la décentralisation permet aux communes, sur autorisation du Conseil Municipal, d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif, dans limite du quart des crédits ouverts au budget du service de l'assainissement de l'exercice précédent, non compris les dépenses afférentes au

remboursement de la dette.

Il précise que les crédits correspondants seront inscrits au budget lors de son adoption. L'autorisation mentionnée précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour mémoire les crédits de dépenses d'équipement du budget 2016 s'élèvent au total à 998 482.38 €, non compris le chapitre 16. Sur la base de ce montant, les dépenses d'investissement peuvent ainsi être engagées, liquidées et mandatées dans la limite d'un montant de 249 620.00 €.

Il convient donc d'autoriser Monsieur le Maire, à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement du budget de l'assainissement, avant le vote du budget primitif 2017, selon la répartition suivante :

- Chapitre 21 - Nature 21532 : 42 120.00 €
- Chapitre 23 - Nature 2315 : 207 500.00 €

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Autorise Monsieur le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2017, dans limite du quart des crédits ouverts au budget de l'assainissement de l'exercice précédent, non compris les dépenses afférentes au remboursement de la dette, selon la répartition suivante :

- Chapitre 21 - Nature 21532 : 42 120.00 €
- Chapitre 23 - Nature 2315 : 207 500.00 €

Pour : 24

Contre : 5 (Mme LOUCHE, M.CARDON,  
Mme FURIC, M.PRADEILLES, M.LION)

Abstentions : 0

**7- Délibération portant garantie partielle pour le remboursement des prêts contractés auprès de la caisse des dépôts et consignations par la société SFHE « société française d'habitations économiques » – opération de construction de 3 logements locatifs sociaux sis rue de la gare**

Vu la demande en date du 05 octobre 2016 formulée par la société SFHE, tendant à l'octroi d'une garantie d'emprunt accordée par la commune de la Farlède pour la réalisation de 3 logements PLUS et PLAI sis rue de la gare – opération « la reine Didon »,

Vu les articles L.2252-1 et L.2252-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2298 du code Civil,

Vu le contrat de prêt N°54043 en annexe signé entre la société SFHE, ci-après l'emprunteur et la caisse des dépôts et consignations ;

**Le Conseil Municipal délibère de la façon suivante :**

**Article 1 :** L'assemblée délibérante de LA COMMUNE DE LA FARLEDE accorde sa garantie à hauteur de 50% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 234 603.00 € euros souscrit par l'emprunteur auprès de la caisse des dépôts et consignations , selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N°54043, constitué

de 4 lignes de prêt.

**Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.**

**Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :**

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Contrat de Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

**Article 3 :** Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Pour : 24

Contre : 5 (Mme LOUCHE, M.CARDON,  
Mme FURIC, M.PRADEILLES, M.LION)

Abstentions : 0

**8- Renouvellement de la convention avec le Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles pour la mise en place d'un service de consultations juridiques gratuites**

Le Conseil Municipal est informé que le Centre d'Information des Droits des Femmes et des Familles, qui finance les consultations juridiques gratuites assurées en mairie, nous a fait parvenir le nouveau projet de convention à signer pour 2017.

Au terme de cette convention, la Commune s'engage à mettre à disposition du Centre d'Information du Droit des Femmes et des Familles (CIDFF), une demi-journée par mois, une pièce avec bureau et sièges qui permette de garantir une totale confidentialité, ainsi qu'une ligne téléphonique et l'accès à la photocopieuse.

Les prestations sont gratuites pour les administrés, à charge pour la Commune de verser annuellement au CIDFF une subvention de fonctionnement de 2000 euros.

Il est enfin précisé que ladite convention est consentie pour une durée d'un an.

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Autorise Monsieur le Maire à signer la convention 2017 avec le CIDFF aux conditions ci-dessus conformément au projet figurant en annexe ;

Accepte de verser au CIDFF pour 2017 une subvention de fonctionnement de 2000 euros ;

Dit que les crédits correspondants sont prévus au budget.

Vote : UNANIMITE

**9- Participation au financement d'un séjour organisé par l'association départementale des Pupilles de l'Enseignement Public du Var et Demande de subvention auprès du Conseil Régional**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que l'association départementale des Pupilles de l'Enseignement Public du Var (P.E.P 83) organise différents types de séjours pour les enfants des classes maternelles et élémentaires des écoles publiques et privées.

Dans le cadre du financement d'un séjour de classe de neige par l'école élémentaire Jean Aicard de la Farlède, Monsieur Le Maire sollicite l'aide du Conseil Régional afin de limiter la



participation demandée aux familles et propose le plan de financement suivant :

Coût total du séjour par enfant : 420 € :

- Participation communale : 160 €
- Participation du Conseil Régional : 90 €
- Participation familiale : 170 €

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à se prononcer sur ces aides et cette demande de subvention.

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

**Décide** d'autoriser le Maire à solliciter auprès du Conseil Régional une subvention de 2430 Euros pour les 27 élèves de l'école élémentaire Jean Aicard afin de limiter la participation des familles aux frais du séjour.

**Décide** de participer aux frais d'un séjour pour l'année 2016/2017 pour les 27 élèves de l'école élémentaire Jean Aicard de La Farlède, pour un montant total de 4 320 Euros.

**Décide** que cette participation devra faire l'objet d'une facturation par la P.E.P 83, sur présentation d'un état adressé à la Commune.

Dit que la commune règlera directement à l'organisme la part Communale et la part du Conseil Régional.

Dit que les crédits correspondants seront inscrits au budget primitif de la Commune ;

Vote: UNANIMITE

#### **10- Droits de place : modification de la délibération n°2011/063 du 19 avril 2011**

Monsieur le Maire rappelle que par délibération n°2011/063 du 19 avril 2011, le Conseil Municipal avait voté des tarifs de droits de place pour :

- 1- les stands et attractions de la fête foraine annuelle de la Saint-Jean
- 2- le marché bi-hebdomadaire
- 3- les animations et foires à vocation commerciale

Cette délibération avait été prise sur la base de la Loi du 12 mai 2009 relative à l'ordonnance n°2006-640 du 21 avril 2006 qui consacrait le principe selon lequel toute occupation ou utilisation du domaine public, quel qu'en soit le propriétaire, donne lieu au paiement d'une redevance tenant compte des avantages de toute nature qui sont procurés à l'occupant. Etaient visées par ce dispositif toutes les activités commerciales, le principe de la gratuité étant maintenu pour les associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général.

La Loi NOTRE du 7 août 2015 a confirmé ces dispositions. Le principe reste donc la non-gratuité de l'utilisation du domaine public par des activités à vocation commerciale.

Il n'est pas envisagé de modifier les droits de place applicables aux stands et attractions de la fête foraine annuelle de la Saint-Jean et aux forains du marché bi-hebdomadaire.

Il est par contre proposé au Conseil Municipal de diminuer les droits de place devant être acquittés par les commerçants lors de foires et animations à vocation commerciale (foire bio, marché de Noël, marché vintage, etc...). Notre souci constant est en effet de dynamiser le centre-ville en favorisant le commerce et les animations. Dans cet esprit, il est donc impératif de rendre nos tarifs plus attractifs.

Monsieur le Maire rappelle que les tarifs appliqués à ce jour pour les animations et foires à vocation commerciale étaient de 18,50 euros par stand la journée et de 37 euros par stand pour 2 jours (sans référence aux mètres linéaires)

Il propose d'instituer des tarifs à la demi-journée sur la base suivante :

- **5 euros la demi-journée (ou soirée) pour un stand inférieur ou égal à 5 mètres linéaires**
- **1 euro supplémentaire par mètre linéaire et par demi-journée (ou soirée)**

Monsieur le Maire précise qu'en vertu du principe d'égalité, ces tarifs s'appliqueront, sans discrimination, à tous les commerçants exposants, quelle que soit leur origine géographique.

Il précise par ailleurs que la convention type d'occupation du domaine public entre la Commune et l'organisateur d'une foire commerciale, telle qu'adoptée par le Conseil Municipal dans sa délibération n°2011/063 du 19 avril 2011, reste applicable dans les mêmes termes. La référence à la Loi NOTRE et à la présente délibération y seront simplement mentionnées.

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Accepte les nouveaux tarifs d'occupation du domaine public ci-dessus proposés pour les animations à vocation commerciale;

Dit que les autres tarifs fixés par la délibération n°2011/063 du 19 avril 2011 pour les stands et attractions de la fête foraine annuelle de la Saint-Jean et le marché bi-hebdomadaire demeurent inchangés ;

Dit que les termes de la convention type d'occupation du domaine public à passer avec tout organisateur de foire à vocation commerciale sur le domaine public demeurent inchangés mais qu'il y sera toutefois fait désormais référence à la Loi NOTRE et à la présente délibération;

Vote : UNANIMITE

#### **11- Modification de la convention type d'occupation et d'utilisation de locaux communaux par des associations ou autres organismes publics pour la pratique d'activités non commerciales**

Monsieur le Maire rappelle qu'un grand nombre d'associations et autres organismes publics occupent des locaux communaux, dans divers bâtiments, de façon régulière ou ponctuelle.

Afin d'harmoniser les conventions d'occupation passées avec chaque utilisateur, le Conseil Municipal avait adopté, le 22 juin 2010, un document type unique fixant les droits et obligations de chaque partie.

Cette convention type posait le principe de l'occupation et de l'utilisation à titre gratuit pour les activités non commerciales. Cette gratuité concernait donc clairement les associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général, conformément à la Loi du 12 mai 2009 relative à l'ordonnance n°2006-640 du 21 avril 2006 (principe récemment confirmé par la Loi NOTRE du 7 août 2015).

Elle prévoyait toutefois que l'utilisateur devrait remettre en ordre et nettoyer la salle après son activité, et que la Commune facturerait à chaque utilisateur, à prix coûtant, les frais occasionnés par les interventions du personnel communal en dehors des heures de service.

Au fil des ans, il s'est avéré que, malgré la bonne volonté des associations, l'état des salles après utilisation nécessite très souvent l'intervention du personnel municipal, en dehors mais aussi pendant les heures de service, alourdissant leur charge de travail et générant des heures supplémentaires. A cela, s'ajoute le fait que la mise en service de nouveaux locaux a augmenté les surfaces à entretenir à une époque où budgétairement, les recrutements sont de plus en plus difficiles. Il convient également de noter une forte augmentation des demandes de salles émanant du monde associatif.

De ce fait, la convention adoptée par le Conseil Municipal le 22 juin 2010 nécessite quelques ajustements.

Ainsi, la clause suivante qui figurait précédemment à l'article 5 :

*« Sauf accord écrit de la Commune, toute occupation générant l'intervention du personnel communal en dehors des heures de service, donnera lieu à facturation à prix coûtant auprès de l'utilisateur »*

serait modifiée de la façon suivante pour être intégrée à l'article 2 :

*« Sauf accord écrit de la Commune, toute occupation générant l'intervention du personnel communal ou d'une entreprise de nettoyage, donnera lieu à facturation à prix coûtant auprès de l'utilisateur »*

Les autres dispositions de la convention type adoptée le 22 juin 2010 restent inchangées.

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Adopte les termes du projet modifié de convention d'utilisation de locaux communaux par des associations ou autres organismes publics ;

Autorise Monsieur le Maire à signer chaque convention à intervenir sur la base de ce modèle type.

Vote: UNANIMITE

## **12- modification du tableau des effectifs (avancement de grade)**

Le Conseil Municipal est informé qu'afin de permettre l'avancement d'agents en poste dans la collectivité, il est nécessaire de créer un emploi permanent à temps complet suivant :

- Un emploi d'Adjoint du Patrimoine 1<sup>ème</sup> classe,

Cet exposé entendu, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Vu la loi modifiée 84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le Décret n° 2006-1692 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints du Patrimoine;

**DECIDE** de modifier le tableau des effectifs du personnel communal par la création d'un emploi permanents à temps complet suivant :

- Un emploi d'Adjoint du Patrimoine 1<sup>ème</sup> classe,

**DIT** que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2016.

Vote : UNANIMITE

### **13- Fonds d'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique Territoriale (FIPHFP) : Financement d'appareils auditifs pour un agent municipal**

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal que l'article 36 de la loi 2005-102 du 11 février 2005 a créé le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP), établissement public administratif chargé de mettre en oeuvre une politique publique destinée à promouvoir l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées dans la Fonction Publique.

Le FIPHFP finance au cas par cas des aides techniques et humaines qui permettent aux employeurs publics de favoriser l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées. Seuls les employeurs publics sont habilités à solliciter ces fonds car le FIPHFP ne peut verser la compensation qu'à la Commune qui elle-même devra reverser cette somme à l'agent sur présentation de sa facture acquittée.

Suite à l'avis du médecin de la médecine préventive et pour le maintien dans son emploi, un agent du Centre Technique Municipal doit être équipé d'appareils auditifs.

Monsieur le Maire précise que, conformément à la procédure du FIPHFP, les règles relatives aux marchés publics ont été respectées. Le montant du devis retenu est de 1980 €. Après déduction des différents remboursements (régime obligatoire, régime complémentaire, MDPH); il restera à la charge de l'agent la somme de 1001,42 €.

Une demande d'aide a déjà été faite, par nos services, auprès du FIPHFP afin d'assurer le financement de ce montant. Dès que nous aurons reçu la notification de l'accord pour cette aide ainsi que la facture acquittée par l'agent, nous serons en mesure de percevoir la somme correspondante puis de la reverser à l'agent qui aura fait l'avance des frais.

#### **Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :**

**VU** la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,

**VU** le décret n°2006-501 du 3 mai 2006 relatif au Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique et notamment l'article 3 sur les actions qui peuvent faire l'objet de financement par le fonds,

**CONSIDÉRANT** que l'aide attribuée sera versée à la commune après réception de la facture acquittée par l'agent,

**DECIDE** de reverser le montant de 1001,42 € à l'agent municipal pour lequel une aide a été sollicitée auprès du FIPHFP.

Dit que la recette et la dépense correspondantes sont inscrites au budget communal

Vote : UNANIMITE

### **14- SIVAAD : Autorisation donnée par le Conseil Municipal à Monsieur le Maire de signer les actes d'engagement de la procédure d'appel d'offres ouvert relative aux Fournitures et Services denrées alimentaires issues de l'agriculture conventionnelle, biologique ou d'un commerce équitable pour la période du 01/01/2017 au 31/12/2018**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal des résultats de l'appel d'offres ouvert passé par le groupement de commandes des collectivités territoriales du Var et des fournisseurs retenus, notamment l'identité des titulaires et le montant de chaque marché;

Puis il demande au Conseil Municipal dans le cadre de la procédure conduite par le SIVAAD (rapport de présentation joint) de l'autoriser à signer les actes d'engagement (joint) de la procédure d'appel d'offres ouvert pour la période du 01/01/2017 au 31/12/2018 :

**TABLEAU RECAPITULATIF DE FOURNISSEURS RETENUS**  
**DETAIL DES MONTANTS ANNUELS ENGAGES A MINIMA PAR SERVICE**  
 Du 01/01/2017 au 31/12/2018

**Commune : LA FARLEDE**

**Consultation : AOO1\_ALIM2016**

**Années d'exécution : 2017, 2018**

**Attributaire : AGRIBIO PROVENCE – BIOCOOP RESTAURATION**

N° de Lot	Code Lot	Désignation du lot	N° de marché	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé en H.T.	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé TVA incluse
8	AB08	PRODUITS EN DIRECT DE PRODUCTEURS FERMIERS "BIO" ou équivalent(*)	AOO18AB08		
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		300,000 €	316,500 €
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<b>Total du lot n° 8 - AB08</b>		300,000 €	316,500 €

**Attributaire : BIOFINESSE**

N° de Lot	Code Lot	Désignation du lot	N° de marché	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé en H.T.	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé TVA incluse
3	AB03	VIANDE FRAICHE DE PORC "BIO" ou équivalent(*)	AOO13AB03		
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<b>Total du lot n° 3 - AB03</b>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
4	AB04	VIANDE FRAICHE D'AGNEAU ET MOUTON "BIO" ou équivalent(*)	AOO14AB04		
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		400,000 €	422,000 €
		<b>Total du lot n° 4 - AB04</b>		400,000 €	422,000 €
5	AB05	VIANDE FRAICHE DE VEAU "BIO" ou équivalent(*)	AOO15AB05		
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		400,000 €	422,000 €
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<b>Total du lot n° 5 - AB05</b>		400,000 €	422,000 €

17	AB13	CONSERVES "BIO" ou équivalent(*)	AOO117AB13		
		<u>ÉCOLES</u>	Sans minimum de commande	Sans minimum de commande	
		<u>MAIRIE</u>	Sans minimum de commande	Sans minimum de commande	
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>	200,000 €	211,000 €	
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>	Sans minimum de commande	Sans minimum de commande	
		Total du lot n° 17 - AB13	200,000 €	211,000 €	
19	AB15	PRODUITS SURGELÉS ET GLACES "BIO" ou équivalent(*)	AOO119AB15		
		<u>ÉCOLES</u>	Sans minimum de commande	Sans minimum de commande	
		<u>MAIRIE</u>	Sans minimum de commande	Sans minimum de commande	
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>	1 200,000 €	1 266,000 €	
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>	Sans minimum de commande	Sans minimum de commande	
		Total du lot n° 19 - AB15	1 200,000 €	1 266,000 €	

### Attributaire : BOVIANDES

N° de Lot	Code Lot	Désignation du lot	N° de marché	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé en H.T.	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé TVA incluse
33	AC05-Z2	VIANDE FRAICHE D'AGNEAU ET DE MOUTON, PIÉCÉE À LA DEMANDE En Zone 2 Option "SIGNES OFFICIELS DE QUALITÉ"	AOO133AC05Z2		
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		1 000,000 €	1 055,000 €
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		Total du lot n° 33 - AC05-Z2		1 000,000 €	1 055,000 €
36	AC06-Z2	VIANDE FRAICHE DE PORC, PIÉCÉE À LA DEMANDE En Zone 2 Option "SIGNES OFFICIELS DE QUALITÉ"	AOO136AC06Z2		
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		2 500,000 €	2 637,500 €
		Total du lot n° 36 - AC06-Z2		2 500,000 €	2 637,500 €

### Attributaire : BRAKE FRANCE

N° de Lot	Code Lot	Désignation du lot	N° de marché	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé en H.T.	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé TVA incluse
21	AC01-Z2	JAMBONS - ÉPAULES FRAIS En Zone 2 Option "SIGNES OFFICIELS DE QUALITÉ"	AOO121AC01Z2		
<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>				2 500,000 €	2 637,500 €
<u>ÉCOLES</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>MAIRIE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>POLICE MUNICIPALE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
Total du lot n° 21 - AC01-Z2				2 500,000 €	2 637,500 €
24	AC02-Z2	CHARCUTERIE FRAICHE HORS "JAMBONS - ÉPAULES FRAIS" En zone 2 Option "SIGNES OFFICIELS DE QUALITÉ"	AOO124AC02Z2		
<u>POLICE MUNICIPALE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>ÉCOLES</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>MAIRIE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>				1 300,000 €	1 371,500 €
Total du lot n° 24 - AC02-Z2				1 300,000 €	1 371,500 €

45	AC12	OEUFS FRAIS ET OVOPRODUITS	AOO145AC12		
<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>				600,000 €	633,000 €
<u>MAIRIE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>ÉCOLES</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>POLICE MUNICIPALE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
Total du lot n° 45 - AC12				600,000 €	633,000 €
59	AC20	VIANDE SURGELÉE DE BOUCHERIE Option "SIGNES OFFICIELS DE QUALITÉ"	AOO159AC20		
<u>POLICE MUNICIPALE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>ÉCOLES</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>MAIRIE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>				3 700,000 €	3 903,500 €
Total du lot n° 59 - AC20				3 700,000 €	3 903,500 €
60	AC21	VIANDE SURGELÉE DE VOLAILLES ET LAPINS Option "SIGNES OFFICIELS DE QUALITÉ"	AOO160AC21		
<u>MAIRIE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>POLICE MUNICIPALE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>ÉCOLES</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>				2 500,000 €	2 637,500 €
Total du lot n° 60 - AC21				2 500,000 €	2 637,500 €
61	AC22	PRODUITS SURGELÉS DE LA MER POUR LA CONSOMMATION HUMAINE Option "ISSUS DE PÊCHES DURABLES"	AOO161AC22		
<u>MAIRIE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>				2 500,000 €	2 637,500 €
<u>POLICE MUNICIPALE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>ÉCOLES</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
Total du lot n° 61 - AC22				2 500,000 €	2 637,500 €



62	AC23	FRUITS ET LÉGUMES, CRUS OU CUIITS, SURGELÉS	AOO162AC23		
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		2 500,000 €	2 637,500 €
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		Total du lot n° 62 - AC23		2 500,000 €	2 637,500 €
63	AC24	PLATS CUISINÉS SURGELÉS	AOO163AC24		
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		1 900,000 €	2 004,500 €
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		Total du lot n° 63 - AC24		1 900,000 €	2 004,500 €
64	AC25	PRODUITS DE LA PANIFICATION, PÂTISSERIE, GÂTEAU ET PRÉPARATIONS POUR DESSERTS, SURGELÉS	AOO164AC25		
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		1 500,000 €	1 582,500 €
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		Total du lot n° 64 - AC25		1 500,000 €	1 582,500 €
65	AC26	CRÊMES GLACÉES ET PRODUITS SIMILAIRES	AOO165AC26		
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		1 200,000 €	1 266,000 €
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		Total du lot n° 65 - AC26		1 200,000 €	1 266,000 €

## Attributaire : CANAVESE

N° de Lot	Code Lot	Désignation du lot	N° de marché	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé en H.T.	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé TVA incluse
50	AC15-Z30	FRUITS ET LÉGUMES FRAIS BRUTS, CRUS, CUITS En Zone 30	AOO150AC15Z30		
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		9 000,000 €	9 495,000 €
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		Total du lot n° 50 - AC15-Z30		9 000,000 €	9 495,000 €

## Attributaire : CHAMPAGNE NEVORIAZ

N° de Lot	Code Lot	Désignation du lot	N° de marché	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé en H.T.	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé TVA incluse
72	AC29	CHAMPAGNE	AOO172AC29		
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		Total du lot n° 72 - AC29		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande

## Attributaire : FELIX POTIN

N° de Lot	Code Lot	Désignation du lot	N° de marché	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé en H.T.	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé TVA incluse
9	AB09	PRODUITS LAITIERS et OVOPRODUITS FRAIS "BIO" ou équivalent(*)	AOO19AB09		
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		2 000,000 €	2 110,000 €
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		Total du lot n° 9 - AB09		2 000,000 €	2 110,000 €
44	AC11	LAIT, CRÈME, YAOURTS ET AUTRES PRODUITS LAITIERS FERMENTÉS FRAIS	AOO144AC11		
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		4 200,000 €	4 431,000 €
		Total du lot n° 44 - AC11		4 200,000 €	4 431,000 €
56	AC17	ÉPICERIE HORS "CONSERVES ET BOISSONS"	AOO156AC17		
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		2 000,000 €	2 110,000 €
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		Total du lot n° 56 - AC17		2 000,000 €	2 110,000 €

57	AC18	PLATS CUISINÉES ET DESSERTS EN CONSERVE POUR LA PETITE ENFANCE	AOO157AC18		
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		Total du lot n° 57 - AC18		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
58	AC19	CONSERVES HORS "PRODUITS POUR LA PETITE ENFANCE"	AOO158AC19		
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		3 500,000 €	3 692,500 €
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		Total du lot n° 58 - AC19		3 500,000 €	3 692,500 €
66	AC27	BOISSON SANS ALCOOL, CIDRE, AUTRE VIN À BASE DE FRUITS, BIÈRE ET ALCOOL PÂTISSIER	AOO166AC27		
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		300,000 €	360,000 €
		Total du lot n° 66 - AC27		300,000 €	360,000 €
69	AC28-Z30	VIN DE TABLE En Zone 30	AOO169AC28Z30		
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		150,000 €	180,000 €
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		Total du lot n° 69 - AC28-Z30		150,000 €	180,000 €

### **Attributaire : L'EURASIENNE**

N° de Lot	Code Lot	Désignation du lot	N° de marché	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé en H.T.	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé TVA incluse
47	AC14	PRODUITS EXOTIQUES PRÉPARÉS FRAIS	AOO147AC14		
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		1 000,000 €	1 055,000 €
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		Total du lot n° 47 - AC14		1 000,000 €	1 055,000 €

## Attributaire : MAGRANER

N° de Lot	Code Lot	Désignation du lot	N° de marché	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé en H.T.	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé TVA incluse
42	AC09	PRODUITS FRAIS DE LA MER POUR LA CONSOMMATION HUMAINE	AOO142AC09		
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		3 300,000 €	3 481,500 €
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		Total du lot n° 42 - AC09		3 300,000 €	3 481,500 €

## Attributaire : MIDI VIANDES

N° de Lot	Code Lot	Désignation du lot	N° de marché	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé en H.T.	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé TVA incluse
27	AC03-Z2	VIANDE FRAICHE DE BOEUF, PIÉCÉE À LA DEMANDE En Zone 2 Option "SIGNES OFFICIELS DE QUALITÉ"	AOO127AC03Z2		
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		2 000,000 €	2 110,000 €
		Total du lot n° 27 - AC03-Z2		2 000,000 €	2 110,000 €
30	AC04-Z2	VIANDE FRAICHE DE VEAU, PIÉCÉE À LA DEMANDE En zone 2 Option "SIGNES OFFICIELS DE QUALITÉ"	AOO130AC04Z2		
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		1 200,000 €	1 266,000 €
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		Total du lot n° 30 - AC04-Z2		1 200,000 €	1 266,000 €

## Attributaire : NATUR - DIS

N° de Lot	Code Lot	Désignation du lot	N° de marché	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé en H.T.	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé TVA incluse
1	AB01	CHARCUTERIE FRAICHE "BIO" ou équivalent(*)	AOO11AB01		
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		500,000 €	527,500 €
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		Total du lot n° 1 - AB01		500,000 €	527,500 €
2	AB02	VIANDE FRAICHE DE BOEUF "BIO" ou équivalent(*)	AOO12AB02		
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		Total du lot n° 2 - AB02		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
6	AB06	VIANDE FRAICHE DE VOLAILLE et LAPIN "BIO" ou équivalent(*)	AOO16AB06		
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		350,000 €	369,250 €
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		Total du lot n° 6 - AB06		350,000 €	369,250 €
16	AB12	ÉPICERIE "BIO" ou équivalent(*)	AOO116AB12		
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		200,000 €	211,000 €
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		Total du lot n° 16 - AB12		200,000 €	211,000 €
18	AB14	PRODUITS D'ALTERNATIVE VÉGÉTALE AUX PRODUITS PROTIDIQUES USUELS "BIO" ou équivalent(*)	AOO118AB14		
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		Total du lot n° 18 - AB14		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande

### Attributaire : PASSIONFROID GROUPE POMONA

N° de Lot	Code Lot	Désignation du lot	N° de marché	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé en H.T.	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé TVA incluse
43	AC10	FROMAGES, BEURRE, MARGARINE ET PRÉPARATIONS SIMILAIRES, FRAIS	AOO143AC10		
<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>				4 500,000 €	4 747,500 €
<u>MAIRIE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>ÉCOLES</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>POLICE MUNICIPALE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
Total du lot n° 43 - AC10				4 500,000 €	4 747,500 €

### Attributaire : PATES LANZA

N° de Lot	Code Lot	Désignation du lot	N° de marché	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé en H.T.	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé TVA incluse
10	AB10	PÂTES ALIMENTAIRES FRAICHES ET LEURS ACCOMPAGNEMENTS FRAIS "BIO" ou équivalent(*)	AOO110AB10		
<u>MAIRIE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>ÉCOLES</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>POLICE MUNICIPALE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>				300,000 €	316,500 €
Total du lot n° 10 - AB10				300,000 €	316,500 €
46	AC13	PÂTES ALIMENTAIRES FRAICHES ET LEURS ACCOMPAGNEMENTS FRAIS	AOO146AC13		
<u>ÉCOLES</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>				1 500,000 €	1 582,500 €
<u>MAIRIE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>POLICE MUNICIPALE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
Total du lot n° 46 - AC13				1 500,000 €	1 582,500 €

### Attributaire : RAMPAL

N° de Lot	Code Lot	Désignation du lot	N° de marché	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé en H.T.	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé TVA incluse
40	AC08-Z2	VIANDE FRAICHE DE VOLAILLE ET LAPIN, PIÉCÉE À LA DEMANDE En Zone 2 Option "SIGNES OFFICIELS DE QUALITÉ"	AOO140AC08Z2		
<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>				3 600,000 €	3 798,000 €
<u>MAIRIE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>ÉCOLES</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>POLICE MUNICIPALE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
Total du lot n° 40 - AC08-Z2				3 600,000 €	3 798,000 €

### Attributaire : RICARD DIRECTION REGIONALE DES VENTES

N° de Lot	Code Lot	Désignation du lot	N° de marché	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé en H.T.	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé TVA incluse
73	AC30	BOISSONS ALCOOLISÉES DISTILLÉES	AOO173AC30		
<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>MAIRIE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>ÉCOLES</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
<u>POLICE MUNICIPALE</u>				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
Total du lot n° 73 - AC30				Sans minimum de commande	Sans minimum de commande

## Attributaire : TERREAZUR GROUPE POMONA

N° de Lot	Code Lot	Désignation du lot	N° de marché	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé en H.T.	Montant Minimum Engagement Annuel Recensé TVA incluse
7	AB07	PRODUIT FRAIS DE LA MER "BIO" ou équivalent(*) POUR LA CONSOMMATION HUMAINE	AOO17AB07		
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		350,000 €	369,250 €
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		Total du lot n° 7 - AB07		350,000 €	369,250 €
13	AB11-Z30	FRUITS et LÉGUMES FRAIS BRUTS, CRUS, CUITS "BIO" ou équivalent(*) En Zone 30	AOO113AB11Z30		
		<u>POLICE MUNICIPALE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>RESTAURANT SCOLAIRE</u>		700,000 €	738,500 €
		<u>ÉCOLES</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		<u>MAIRIE</u>		Sans minimum de commande	Sans minimum de commande
		Total du lot n° 13 - AB11-Z30		700,000 €	738,500 €

### Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

Vu la convention constitutive du groupement de commandes des collectivités territoriales du Var,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer les actes d'engagement de la procédure d'appel d'offres ouvert pour la période du 01/01/2017 au 31/12/2018 tels que proposés ci-dessus.

Vote : UNANIMITE

## 15- Modification des statuts de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau – mise en conformité avec la loi NOTRE

Le Maire expose que la loi NOTRE induit des modifications substantielles dans les compétences des établissements publics de coopération intercommunale dont les compétences obligatoires se voient renforcées ainsi que les compétences optionnelles nécessaires à l'éligibilité de la dotation globale de fonctionnement ou d'intercommunalité bonifiée.

Ces critères d'éligibilité sont considérablement exigeants avec l'obligation de l'exercice effectif de 9 compétences parmi une liste de 12 à l'horizon 2018.

Aujourd'hui, la CCVG, qui exerce déjà de nombreuses compétences, peut atteindre cet objectif et ainsi conserver sa bonification.

Ce système prévu par la loi de finances pour 2015 devait être modifié par la réforme de la DGF (article 150 de la loi de finances 2016).

Cette réforme avait pour effet d'abroger les critères de bonification dans le cadre de la réforme de cette dotation. Cependant, cette dernière sera vraisemblablement suspendue et il convient donc de garder l'optique d'exercice des compétences nécessaires à la bonification évoquée.

Pour 2017, la présente modification statutaire concerne donc essentiellement la prise en compte de la compétence concernant l'aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil des gens du voyage ainsi que la précision des contours de la compétence économique, qui devient



intégrale, et qui comporte en particulier le tourisme dans sa globalité.

Plus généralement, la présente version des statuts soumise au conseil municipal comporte une mise à jour des intitulés des compétences ainsi qu'une réorganisation en fonction des dispositions réglementaires en vigueur.

En particulier la compétence transport est placée au groupe des compétences facultatives.

Il est à noter que la présente modification n'intègre pas la compétence relative au plan local d'urbanisme intercommunal, PLUI, bien qu'elle soit une compétence obligatoire dans le groupe de l'aménagement de l'espace aux termes de la loi ALUR. En effet, tous les Maires des communes membres ont exprimé en séance du Bureau communautaire qu'ils ne souhaitaient pas voir ce transfert automatique s'opérer en 2017. Cette volonté devra être validée par les conseils municipaux dans certaines conditions de majorité entre le 27 décembre 2016 et le 27 mars 2017. Ces décisions auront pour effet de reporter le PLUI au 1<sup>er</sup> janvier 2021. En l'absence de telles délibérations, les statuts communautaires seront mis en conformité.

Dès 2018 et afin de conserver la dotation communautaire bonifiée, il conviendra que la CCVG exerce la totalité de la compétence assainissement en qualité de compétence optionnelle et certaines autres compétences devront être précisées.

En 2020, l'eau deviendra comme l'assainissement une compétence obligatoire de la communauté.

Enfin, le Maire expose que l'intérêt communautaire des compétences de la Communauté de Communes ne doit plus figurer à ses statuts puisque ce dernier est désormais décidé par le conseil communautaire statuant à la majorité des 2/3. Pour permettre toutefois une lecture aisée des compétences communautaires, un document de synthèse consolidé sera produit.

### ***LE CONSEIL MUNICIPAL***

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5211-4-1 et L5211-17 relatifs aux transferts de compétence, L5214-16, relatif aux compétences de la Communauté de Communes ainsi que L5214-23-1 concernant les critères d'éligibilité à la dotation globale bonifiée prévue à l'article L5211-29 du même Code,

**VU** le Code Général des Impôts et plus particulièrement son article 1609 nonies C relatif au régime de la fiscalité professionnelle unique qui est celui de la Communauté de Communes Vallée du Gapeau,

**VU** la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage,

**VU** la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, et plus particulièrement son article 136,

**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRE, et plus particulièrement ses articles 64 et 65,

**VU** la délibération communautaire du 22 novembre 2016 relative à la présente modification statutaire de la Communauté de Communes Vallée du Gapeau,

**VU** les statuts consolidés de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau,

**CONSIDERANT** que la Communauté de Communes Vallée du Gapeau doit mettre ses statuts en conformité avec les dispositions réglementaires susvisées et qu'à défaut la communauté de communes devrait exercer toutes les compétences prévues par la loi pour cette catégorie d'établissement,

**CONSIDERANT** que la Communauté de Communes Vallée du Gapeau bénéficie actuellement d'une dotation bonifiée qu'elle souhaite conserver,

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** l'exposé du Maire et de le transformer en délibération en validant la modification de l'article 10 des statuts communautaires, telle qu'exposée par le Maire et conformément aux statuts communautaires consolidés annexés à la présente délibération,

- **DIT QUE** la présente modification statutaire entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et en tout état de cause suite à l'arrêté préfectoral correspondant à intervenir au vu de l'ensemble des délibérations communautaire et communale. Elle emporte substitution de la CCVG aux communes dans tous leurs actes, droits et obligations relevant des compétences nouvelles transférées, en particulier en matière de régie de recettes et de budget annexe de l'aire d'accueil des gens du voyage,

- **AUTORISE** le Maire à signer le procès-verbal de mise à disposition à intervenir de l'aire d'accueil des gens du voyage qui sera réalisé selon le plan annexé à la présente délibération,

- **TRANSFERE** le budget annexe et le bilan de l' « aire d'accueil des gens du voyage » de la commune de La Farlède à la Communauté de Communes Vallée du Gapeau à compter de la date où elle est compétente dans ce domaine.

Vote: UNANIMITE

### **16- Convention de gestion de la compétence communautaire en matière d'aire d'accueil des gens du voyage**

Le Maire expose que la loi NOTRE induit des modifications substantielles dans les compétences de la Communauté de Communes Vallée du Gapeau comme la compétence concernant l'aménagement, l'entretien et la gestion des aires d'accueil des gens du voyage. L'aire d'accueil à La Farlède sera donc mise à disposition de la communauté de communes par la Commune.

La gestion de cette nouvelle compétence va donc amener la communauté de communes à effectuer certaines tâches.

Les tâches administratives afférentes pourront être gérées par la CCVG directement (comptabilité, marchés publics).

D'un point de vue technique, une convention paraît incontournable pour assurer la continuité de gestion.

Elle concerne la mise à disposition des services communaux de La Farlède :

- les services techniques qui interviennent en cas de dysfonctionnement majeur sur l'aire ainsi que pour l'aide, le conseil et le diagnostic des pannes et réparations selon leurs moyens (convention de 1 an renouvelable 1 fois pour l'instant).

- les services instruisant les interdictions d'accès sur l'aire (suite constat Police Municipale en cas de troubles ou de non-paiement par exemple), c'est-à-dire le respect du règlement intérieur.

La CCVG peut charger de la régie un agent communal (policier municipal), ce qui permettra de conserver un mode de fonctionnement efficace sur ce point.

Ces mises à dispositions sont de plein droit et génèrent bien sûr un remboursement à la commune qui continue à exercer les missions.

La CCVG rembourse également à la commune une part de 5% des dépenses identifiées au titre des frais généraux non comptabilisés en détail (locaux, déplacements, bureautique, téléphonie etc.).

Il est précisé que l'avis du Comité Technique a été sollicité le 9 décembre 2016.

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL/**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5211-4-1 et L5211-17 relatifs aux transferts de compétence, L5214-16 relatif aux compétences de la Communauté de Communes ainsi que L5214-23-1 concernant les critères d'éligibilité à la dotation globale bonifiée prévue à l'article L5211-29 du même Code,

**VU** la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage,

**VU** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe, et plus particulièrement ses articles 64 et 65,

**VU** les statuts consolidés de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau,

VU l'avis du Comité technique en date du 9 décembre 2016,

**CONSIDERANT** que la Communauté de Communes Vallée du Gapeau doit faire appel aux services communaux de la commune de La Farlède qui transfère ledit équipement,  
Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **APPROUVE** l'exposé du Maire et de le transformer en délibération en validant la convention de mise à disposition de plein droit de la Communauté de Communes du personnel communal afférent à la gestion de cet équipement selon les dispositions applicables en la matière,
- **AUTORISE** le Maire à signer ladite convention annexée à la présente délibération.

Vote: UNANIMITE

#### **17- Désaffectation de biens mis à disposition - plateaux d'évolution sportive attenants à la salle omnisports François PANTALACCI de La Farlède**

Monsieur le Maire rappelle que les plateaux d'évolution sportive attenants à la salle omnisports François PANTALACCI avaient, de longue date, été mis à disposition de la Communauté de Communes de la Vallée du Gapeau dans le cadre de la déclaration d'intérêt communautaire.

Mais depuis déjà quelque temps, ces plateaux sont délaissés et inoccupés. De ce fait, des groupes nocturnes s'y retrouvent pour consommer de la bière et autres, laissant derrière eux les détritux (canettes, morceaux de verres etc...) Ces lieux génèrent des nuisances pour le voisinage et sont clairement devenus inutiles pour l'exercice de la compétence communautaire.

En conséquence, par délibération du 30 septembre 2016, le conseil communautaire de la Communauté de la Vallée du Gapeau a décidé de leur désaffectation, ce qui va permettre à la commune d'intervenir directement sur ces terrains pour un projet d'aménagement communal ; étant précisé que la désaffectation ne concerne pas la partie de terrain actuellement libre de toute occupation et construction puisqu'elle est destinée à un agrandissement de la salle omnisports concernée.

Monsieur le Maire propose donc de prendre acte de la désaffectation de la partie des terrains extérieurs de la salle omnisports à l'exclusion de la portion destinée à son extension ainsi que des stationnements et espaces verts situés en entrée de la salle. Toute cette zone est du reste déjà clôturée à ce jour. Un plan précis est proposé pour définir les zones communales et communautaires. Une convention de passage viendra préciser en tant que de besoin l'accès au secteur désaffecté.

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré :

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement son article L1321-3 relatif à la désaffectation d'un bien précédemment mis à disposition,

**VU** les statuts de la Communauté de Communes Vallée du Gapeau dans leur version consolidée d'octobre 2012,

**VU** la délibération du Conseil Communautaire en date du 30 septembre 2016,

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL :**

**APPROUVE** l'exposé de Monsieur Le Maire,

**PREND ACTE** de la désaffectation des plateaux d'évolution sportive attenants à la salle omnisports François PANTALACCI à La Farlède,

**VALIDE** le projet à jour de procès-verbal de mise à disposition avec plan tel qu'annexé à la présente délibération,

**DIT** que la commune récupère dès lors la pleine propriété des équipements exclus de la mise à disposition avec les droits et obligations afférents,

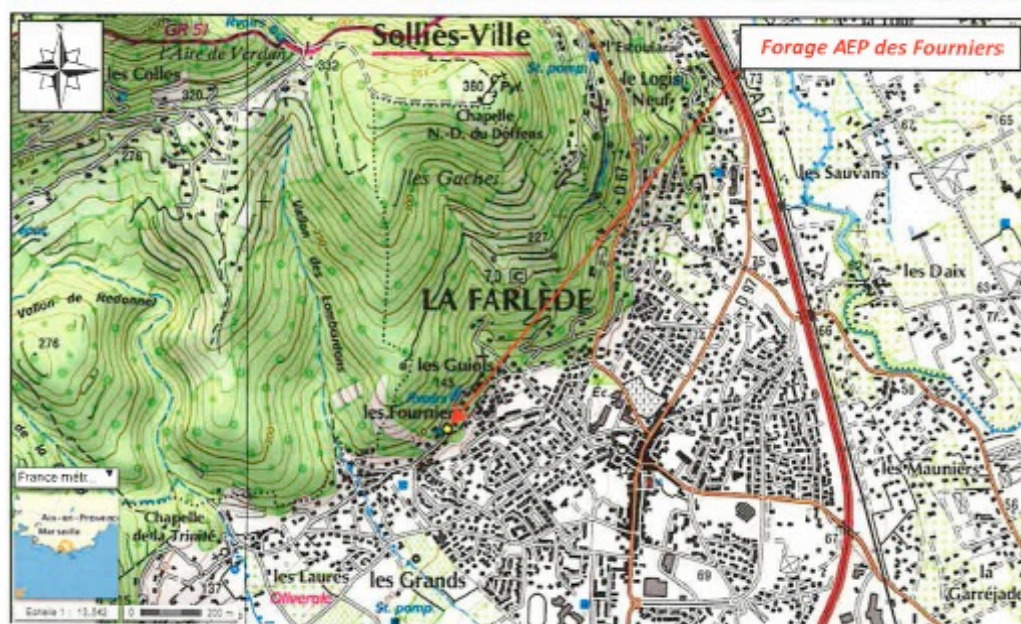
DIT que les écritures comptables relatives à cette opération seront réalisées dès signature du procès-verbal correspondant.

Vote : UNANIMITE

## 18- Forage des fourniers : demande de déclaration d'utilité publique

M. Le Maire rappelle en préambule que les prélèvements en eau sont soumis à autorisation ou déclaration (article R214-6 et suivants du code de l'environnement).

La commune exploite le **forage des Fourniers** afin de satisfaire le besoin en eau de la population Farlédoise en complément de l'achat d'eau réalisé auprès de la communauté de communes de la Vallée du Gapeau (usine de la Colle) **et est donc soumis à ces obligations réglementaires.**



Le forage des Fourniers, aujourd'hui non autorisé, produit un volume moyen annuel de 150 000 m<sup>3</sup> représentant environ 25 % du volume d'eau mis en distribution.

Monsieur le maire précise que cette absence d'autorisation n'exclue pas la réalisation de nombreux contrôles par le gestionnaire du réseau, la société VEOLIA et que l'eau produite par le forage des Fourniers répond strictement aux exigences qualitatives imposées par la législation.

La commune, depuis maintenant plusieurs années s'est fortement engagée dans la connaissance et l'amélioration de sa compétence de distribution d'eau potable et **souhaite aujourd'hui demander à M. Le Préfet l'autorisation d'exploiter le forage des fourniers pour un volume annuel déclaré annuel de 198 000 m<sup>3</sup>.**

Cette volonté d'autorisation répond à une procédure lourde et complexe.

En effet, l'autorisation du forage passe par la mise en place de périmètres de protection permettant la protection de ce dernier.

De tels périmètres, de niveaux différents, peuvent s'avérer contraignants pour les propriétaires des parcelles jouxtant le forage.

A ce jour, 173 parcelles ont été répertoriées et sont concernées par un périmètre de protection. C'est pourquoi, un dossier de déclaration d'utilité publique doit être réalisé et soumis à M. Le Préfet afin de permettre l'opposabilité des périmètres de protection et in fine l'application des prescriptions qui s'y rattachent.

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré le Conseil Municipal ;

**AUTORISE M. Le maire** à demander à M. LE Préfet de bien vouloir prononcer après dépôt du dossier :

- L'ouverture des enquêtes nécessaires à la protection du forage précité
- La déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux et d'instauration des périmètres de protection
- L'autorisation requise au titre du décret du 29 mars 1993 pris en application de l'article 10 de la loi sur l'eau
- L'autorisation de consommation humaine requise au titre du code de la santé publique

**AUTORISE M. Le Maire** à signer tout document et à engager toute procédure, inhérents à cette affaire.

Vote : UNANIMITE

## **19- Acquisition de la parcelle cadastrée section BH 43p, sise le grand vallat.**

Dans le cadre de la réalisation d'une réserve foncière au profit de la Commune, Monsieur le Maire informe l'assemblée municipale qu'après négociation amiable avec Monsieur Bernard VERSINI, propriétaire de la parcelle cadastrée section BH 43p située le grand vallat d'une superficie de 5713 m<sup>2</sup>, Ce dernier est disposé à céder à la Commune la parcelle BH 43p au prix de de 330 000.00 euros.

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

**Considérant** que le montant de cette acquisition correspond à l'estimation faite par le service des domaines en date du 22/11/2016 pour la parcelle BH 43p.

**Accepte** de procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée section BH 43p d'une superficie de 5713 m<sup>2</sup>, au prix de 330 000.00 euros.

**Décide** que l'acte sera établi sous forme d'acte notarié.

**Autorise** Monsieur le Maire à signer cet acte au nom de la Commune ainsi que toutes les pièces se rapportant à cette acquisition.

**DIT** que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la Commune.

Vote : UNANIMITE

**20- Autorisation de signature du marché public « fourniture et acheminement d'électricité et de gaz naturel pour les bâtiments et équipements de la ville de la Farlède »**  
**- lot 1 : fourniture de gaz naturel « rendu site » pour les bâtiments communaux et**  
**- lot 2 : fourniture et acheminement d'électricité et services associés**

Monsieur le Maire :

- donne lecture du Rapport de Présentation du Pouvoir Adjudicateur (Cf. annexe 1) ;
- propose au Conseil Municipal de délibérer en vue d'approuver :

- **Concernant le lot N°1**, l'Acte d'Engagement (Cf. annexe 2) de l'opérateur économique TOTAL ENERGIE GAZ domicilié 2, PLACE JEAN MILLIER, LA DEFENSE - 92400 COURBEVOIE dans le cadre du marché FOURNITURE ET ACHEMINEMENT D'ELECTRICITE ET DE GAZ NATUREL POUR LES BATIMENTS ET EQUIPEMENTS DE LA VILLE DE LA FARLEDE» LOT 1 : Fourniture de gaz naturel « rendu site » pour les bâtiments communaux, référencé 13-01/2016, d'une durée de deux ans (2 ans) à compter du 1er janvier 2017, pour un montant réparti de la manière suivante :

Montant annuel de la somme des termes fixes (TFA)	5 545.32 € HT
Prix Unitaire du mégawattheure (partie variable = terme de quantité (TQ))	30.31 € HT/MWh

- **Concernant le lot N°2**, l'Acte d'Engagement (Cf. annexe 3) de l'opérateur économique ENGIE domicilié ZAC de la Bretèque - 94 rue Louis Blériot - 76230 Bois-Guillaume dans le cadre du marché FOURNITURE ET ACHEMINEMENT D'ELECTRICITE ET DE GAZ NATUREL POUR LES BATIMENTS ET EQUIPEMENTS DE LA VILLE DE LA FARLEDE» LOT 2 : Fourniture et acheminement d'électricité et services associés, référencé 13-02/2016, d'une durée de deux ans (2 ans) à compter du 1er janvier 2017, pour un montant pour un montant réparti de la manière suivante :

Sites	Terme Fixe annuel En € HT	Montant des quantités livrées (Partie variable = Terme de Quantité) en € HT/MWh					Part Acheminement TURPE En € HT/MWh
		PTE	HPH	HCH	HPE	HCE	
Hôtel de ville	133.60	-	78.42	44.07	43.14	28.99	57.59
Crèche	133.60	-	78.42	44.07	43.14	28.99	45.08
Salle des fêtes	133.60	78.42	78.42	44.07	43.14	28.99	30.22
Ateliers Municipaux	133.60	-	78.42	44.07	43.14	28.99	36.87
Aire d'accueil des gens du voyage	133.60	-	78.42	44.07	43.14	28.99	37.77
Complexe Sportif	133.60	-	78.42	44.07	43.14	28.99	50.34
Groupe Scolaire	133.60	-	78.42	44.07	43.14	28.99	46.26
Mail piétonnier	133.60	-	78.42	44.07	43.14	28.99	91.46
Espace associatif et culturel la capelle	133.60	-	78.42	44.07	43.14	28.99	52.81
Bornes Forraines	133.60	-	78.42	44.07	43.14	28.99	92.56



- propose au Conseil Municipal de délibérer en vue de l'autoriser à souscrire les dits marchés publics au nom de la Commune.

Le Conseil Municipal après avoir ouï le Rapport de Présentation du Pouvoir Adjudicateur et les propositions de Monsieur le Maire :

- **Approuve** les Actes d'Engagement des opérateurs économiques TOTAL ENERGIE GAZ et ENGIE dans le cadre des marchés suscités ;
- **Autorise** Monsieur le Maire à souscrire les dits marchés publics au nom de la Commune ;
- **DIT** que les crédits seront inscrits au budget de fonctionnement de la Commune.

**Annexes : 1** - Rapport de Présentation du Pouvoir Adjudicateur.

2 - Acte d'Engagement : LOT 1 : Fourniture de gaz naturel « rendu site » pour les bâtiments communaux

3 - Acte d'Engagement : LOT 2 : Fourniture et acheminement d'électricité et services associés

Vote: UNANIMITE

## **21- Autorisation de signature du marché public « prestations d'assurance pour la commune de la Farlède » : lot 1 : responsabilité civile et lot 2 : flotte automobile**

Monsieur le Maire :

- donne lecture du Rapport de Présentation du Pouvoir Adjudicateur (Cf. annexe 1) ;

- propose au Conseil Municipal de délibérer en vue d'approuver :

- **Concernant le lot N°1**, l'Acte d'Engagement (Cf. annexe 2) de l'opérateur économique BRETEUIL ASSURANCES COURTAGE Mandataire du groupement BRETEUIL ASSURANCES COURTAGE/VHV domicilié BP 40002 - 62922 AIRE SUR LA LYS CEDEX dans le cadre du marché de prestations d'assurances pour la commune de la farlede (rc/flotte auto) « lot 1 responsabilité civile », référencé 10-01/2016, d'une durée de trois ans (3 ans) à compter du 1er janvier 2017, pour un montant annuel de 9 072.91 € TTC.
- **Concernant le lot N°2**, l'Acte d'Engagement (Cf. annexe 3) de l'opérateur économique CABINET SELLENET Mandataire du groupement conjoint CABINET SELLENET/GAN ASSURANCES domicilié 424 rue de Lisbonne - Espace Coralia – Bât. A - 83500 LA SEYNE SUR MER CEDEX dans le cadre du marché de prestations d'assurances pour la commune de la farlede (rc/flotte auto) « lot 2 flotte automobile », référencé 10-02/2016, d'une durée de trois ans (3 ans) à compter du 1er janvier 2017, pour un montant annuel de 7 041.09 € TTC.

- propose au Conseil Municipal de délibérer en vue de l'autoriser à souscrire les dits marchés publics au nom de la Commune.

Le Conseil Municipal après avoir ouï le Rapport de Présentation du Pouvoir Adjudicateur et les propositions de Monsieur le Maire :

- **Approuve** les Actes d'Engagement des opérateurs économiques BRETEUIL ASSURANCES COURTAGE / VHV et CABINET SELLENET / GAN ASSURANCES dans le cadre des marchés suscités ;
- **Autorise** Monsieur le Maire à souscrire les dits marchés publics au nom de la Commune ;
- **DIT** que les crédits seront inscrits au budget de fonctionnement de la Commune.

**Annexes : 1** -Rapport de Présentation du Pouvoir Adjudicateur.

**2-** Acte d'Engagement « lot 1 responsabilité civile »

**3-** Acte d'Engagement « lot 2 flotte automobile »,

Vote: UNANIMITE

## **22- Dénomination de voie**

Monsieur le Maire invite le Conseil Municipal à attribuer un nom à la voie qui se situe entre la Mairie annexe Pagès et la médiathèque : « **allée du parc** » ;

Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :  
**ACCEPTE** la proposition de Monsieur le Maire.

Vote : UNANIMITE

## **23- Convention avec la Préfecture du Var pour la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité**

Le Conseil Municipal,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes des départements et des régions,

Vu la loi 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi 2004-809 du 13 août 2004,

Vu le Décret 2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité,

Considérant l'intérêt d'adhérer à la télétransmission des actes qui constitue une voie de progrès et de modernisation de l'administration,

Considérant que, conformément au décret visé plus haut, pour mettre en œuvre la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité une convention doit être conclue avec le Préfet pour déterminer, notamment, la nature et les caractéristiques des actes transmis par cette voie, les engagements respectifs de la collectivité et du représentant de l'Etat pour le fonctionnement de ce processus,

**Cet exposé entendu et après en avoir délibéré, le conseil municipal :**

- Approuve le projet de convention entre la Commune de La Farlède et le représentant de l'Etat pour la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité,
- Autorise le Maire à signer la convention et les éventuels avenants à venir.

Vote : UNANIMITE

## **24- Décisions du Maire**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal sur les décisions qu'il a prises en application de l'article L2122-22 du code général des collectivités territoriales



**DECISION du 11 octobre 2016 UM/2016-161**

**Objet :** Passer un marché de services selon la procédure adaptée n°11-2016 « CONTROLE ET MAINTENANCE SUR SITE DES AIRES DE JEUX COLLECTIVES », avec l'opérateur économique QUALI-Cité Méditerranée – S.A.R.L A.P.Y Méditerranée dont le siège social est sis Z.I Bec de Canard – 433, rue du Baron Dominique Larrey -83210 LA FARLEDE pour une durée de un (1) an renouvelable trois (3) fois un (1) an, par reconduction tacite sans que la durée totale ne puisse dépasser quatre (4) ans.

**Cout financier :** pour un montant annuel minimum de 5 000,00 € HT et annuel maximum de 20 000 € HT.

**DECISION du 24 octobre 2016 DGS/EMS/2016-162**

**Objet :** Conclure avec Monsieur Dominique TAVERNINI, 22 Bd Jeanne Hachette - 83 000 TOULON, une convention ayant pour objet de prendre en charge la totalité de l'organisation de l'activité « Golf » sur la pelouse synthétique du stade Jacques ASTIER prévus dans le cadre du Service des Sports de La Farlède, pour la journée du 26 octobre 2016 de 9h00 à 11h00 et de 14h00 à 16h00.

**Cout financier :** pour un montant de 200,00 €.

**DECISION du 24 octobre 2016 DGS/EMS /2016-163**

**Objet :** Conclure une convention ayant pour objet de prendre en charge la totalité de l'organisation de l'activité « Accrobranche » au Domaine de La Castille prévus dans le cadre du Service des Sports de La Farlède, pour la journée du 27 octobre 2016 à partir de 13h30 avec la société ECOPARK ADVENTURES 15 rue Gustave Courbet –75 016 PARIS.

**Cout financier :** pour un montant de 13,00 € par enfant.

**DECISION du 24 octobre 2016 DGS/EMS /2016-164**

**Objet :** Conclure avec Monsieur Benoit ROUMEGOUX entrepreneur individuel, sise 208 corniche Joseph Toucas – 83 210 SOLLIES TOUCAS, une convention ayant pour objet de prendre en charge la totalité de l'organisation de l'activité « Tir à l'Arc » sur la pelouse synthétique du stade Jacques ASTIER prévus dans le cadre du Service des Sports de La Farlède, pour la journée du 27 octobre 2016 de 9h00 à 12h00.

**Cout financier :** pour un montant de 150 € pour la demi-journée.

**DECISION du 24 novembre 2016 DSG/2016-165**

**Objet :** Conclure avec la société M&C MONETIQUE & COMMUNICATION représentée par Monsieur Albert KADOCHÉ, sis 41 rue Germain – 69006 LYON, un contrat ayant pour objet de déterminer les conditions et modalités selon lesquelles le prestataire s'engage à assurer au profit de la commune, la maintenance qui porte sur des PDA SK20 ou SK100 et le logiciel PVE, pour une durée ferme de 3 ans

**Cout financier :** pour un montant de 260 € HT par an pour 2 PDA (2x130€ HT).

La séance est levée à 20h12.

Vu pour être affiché, conformément aux prescriptions de l'article L.2121-25 du Code Général des collectivités territoriales.

Le Maire

